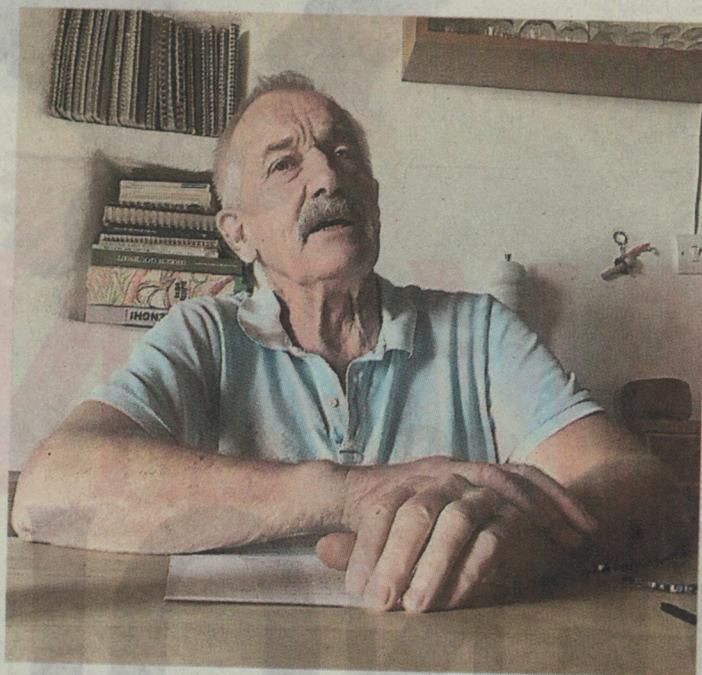


« Améliorer la reconnaissance des éleveurs dans la société »

AGRICULTURE

Ancien éleveur ovin à Bonnevaux, Georges Zinsstag est à l'origine d'une charte pour défendre le pastoralisme en Cévennes.

Victor Guilloteau
vguilloteau@midilibre.com



L'éleveur à la retraite a été maire de Bonnevaux entre 1990 et 1998. v.c.

Le Groupe d'action locale (GAL) Cévennes et la chambre d'agriculture accueillent, ce vendredi, à Alès, des délégations catalanes et italiennes dans le cadre d'un projet de coopération pour la défense du pastoralisme. Georges Zinsstag, ancien maire de Bonnevaux, où il a longtemps exercé comme éleveur ovin, en est la cheville ouvrière. Il explique les enjeux derrière la défense de ce patrimoine cévenol.

Comment est née cette charte de coopération entre les Cévennes, la Catalogne et l'Italie du Sud ?

Nous avons rédigé la "Charte de Piaggine" en 2019, en Italie. Nous y formulons un objectif partagé : celui du maintien et du développement de l'élevage pastoral, sur des territoires où il est en cohérence avec le contexte naturel et les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. C'est le cas en Cévennes, situées en région méditerranéenne, où les surfaces sont recouvertes par des végétations arbustives. Or, ces surfaces ont des difficultés pour être reconnues en tant que production agricole. Cela précarise le métier d'éleveur. Ils se sentent isolés et abandonnent ces surfaces.

Quelles peuvent être les conséquences pour une

zone comme les Cévennes ?

Cette déprise menace le territoire d'une désertification agricole totale, là où le pastoralisme est pratiqué. Plus généralement, nous avons pris conscience que les métiers d'éleveurs et de bergers étaient méconnus. Pourtant, l'élevage ovin viande est dominant dans les Cévennes. La filière compte une petite centaine d'éleveurs.

Depuis 2011, les Causses et Cévennes sont pourtant inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, au titre

L'ambition, c'est de garder nos montagnes vivantes, là où aucune autre production n'est possible

GEORGES ZINSTAG
(ÉLU À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE)

de paysage culturel de l'agropastoralisme méditerranéen...

Les paysages agropastoraux sont reconnus. Ce qui ne l'est pas, c'est la vie des éleveurs dans la société, leur statut social. Ils ont longtemps été vus comme des "enfants de l'assistance publique". Pourtant, il y a une attractivité auprès des jeunes. Mais il y a cette image faible dans l'échelle sociale. Notre objectif, c'est de valoriser le métier. Des jeunes éleveurs, il y en a. C'est un métier qui garde une attractivité. Le problème, c'est l'accès au foncier structuré. Dès qu'il y a une opportunité, on la saisit. Souvent, avec le départ de certains vieux Cévenols, les terrains ne sont plus viables. C'est comme si on était resté à l'agriculture du XIX^e siècle. En Cévennes, il y a moins d'éleveurs qu'il y a 70 ans. Il y a beaucoup de défis à relever... On essaye d'apporter notre pierre à l'édifice.

D'autant que les élevages ont leur rôle à jouer dans le maintien de la biodiversité... C'est aussi ce que l'on défend. Il a

formé une biodiversité exceptionnelle. L'intérêt du pastoralisme méditerranéen est multiple : il utilise les pâturages ligneux, il préserve les habitats ouverts à la biodiversité, il entretient des paysages attractifs pour le cadre de vie et le tourisme... J'ajoute qu'il participe à la lutte contre les feux de forêts, au-delà de maintenir l'activité agricole et économique dans nos zones rurales. Une exploitation, c'est environ deux emplois induits. C'est tout une filière à soutenir. L'idée n'est pas de recréer des Cévennes 100 % agricoles. Il y a une réalité forestière. Mais il faut trouver de nouveaux équilibres. Il faut maintenir une mosaïque de milieux ouverts pour garder notre biodiversité. L'ambition, c'est de maintenir les montagnes vivantes, là où aucune autre production n'est possible.

De quelle façon comptez-vous donner un second souffle à ce type d'élevage ?

Nous restons un collectif modeste et nous n'allons pas changer le monde. Mais on aimerait une prise de conscience. L'idée de dépasser les frontières est enrichissante. Il montre que les problématiques et les difficultés structurelles sont les mêmes ailleurs. Il y a les mêmes défis à relever. Ensuite, cela passe par un travail de communication, de réseaux, par le levier, notamment, des organisations professionnelles.

Elles peuvent être un relais de discussion avec les pouvoirs publics...

C'est le cœur de notre engagement : insister sur le fait que notre activité a un intérêt direct pour les territoires. L'objectif, ce vendredi, c'est de souligner ces intérêts partagés, de montrer aux responsables politiques que le territoire peut jouer un rôle pour le maintien et le développement de nos activités.